

## Valérie Pécresse réclame un plan Orsec pour les transports franciliens

*Semaine à haut risque entre pannes récurrentes et le mouvement de grève de mardi sur les RER A et B.*

**TRANSPORT** La coupe est pleine pour Valérie Pécresse qui l'assurait ce dimanche au *Figaro* : « *Trop, c'est trop !* » Samedi, une nouvelle panne du transformateur électrique de Drancy, engendrant des perturbations sur la ligne B du RER, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant que celle-ci intervient à peine quelques semaines après qu'un incident se fut déjà produit sur ce même équipement. Du 24 au 27 octobre dernier, la circulation avait été fortement limitée entre Paris-Gare du Nord et l'aéroport Charles-de-Gaulle 2 en raison « *d'une opération lourde de maintenance* », indiquait le blog du RER B. Comment ces travaux ont-ils été menés pour que six semaines plus tard une nouvelle avarie ait lieu ? « *Il n'a manifestement pas été solidement réparé. Il est nécessaire d'apporter une solution technique robuste au plus vite ainsi qu'une information claire aux voyageurs* », pointe la présidente de la région Île-de-France, à la tête également d'Île-de-France Mobilités (ex-Syndicat des transports en Île-de-France, Stif).

Début novembre l'infiltration d'une eau boueuse, à la suite du percement de la paroi d'un tunnel, avait été à l'origine de la coupure du RER A entre les gares de la Défense et d'Auber à Paris. Le trafic avait alors été paralysé pendant 4 jours.

Derrière ces problèmes, Valérie Pécresse dénonce plus largement « *les infrastructures de la SNCF qui, à cause de trente ans de sous-investissements, ne sont plus fiables* ». Preuve de la vé-

tusté du matériel, certaines caténaires ont même plus de 80 ans !

Valérie Pécresse pousse donc un cri d'alarme et en appelle au président de la République et au premier ministre. « *Il faut un plan Orsec. Les 800 millions d'euros d'investissement de l'État sur le réseau ne suffisent pas* », plaide l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui souligne que, de son côté, Île-de-France Mobilités prend ses responsabilités, « *mais l'entretien du réseau, ce n'est pas de mon ressort* ». Ainsi, les six premières rames des trains nouvelle génération à 2 niveaux, « REGIO 2N », ont été livrées la semaine dernière. Ils remplaceront progressivement les actuels Z 2N sur la ligne R. Ces nouvelles rames rouleront dès ce lundi entre Melun et Montereau (Seine-et-Marne) et 42 rames neuves seront déployées sur la ligne R d'ici à 2019. Le coût de ce matériel roulant, entièrement financé par Île-de-France Mobilités, s'élève à 589 millions d'euros. Côté banlieue ouest, 20 Franciliens, les nouveaux trains sur un seul niveau, composés de voitures extra-larges, vont faire leur apparition cette semaine sur la ligne L. Comme l'ensemble des usagers de la gare Saint-Lazare, ces clients sont malmenés avec chaque jour des retards et suppressions de train quand il ne s'agit pas de grèves sauvages, comme ce fut encore le cas le 4 décembre.



La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, lors de l'inauguration du nouveau train Transilien de la ligne K, en septembre 2016. Photo : NICOLAS TAVERNIER/REA

### « Ras-le-bol des usagers »

« *Île-de-France Mobilités va investir 24 milliards d'euros d'ici à 2025, mais nous avons besoin que l'État intervienne et accélère encore. La satisfaction du client doit être au rendez-vous et on a une urgence absolue à investir sur le réseau* », poursuit Valérie Pécresse. Car la présidente de la région Île-de-France a bien conscience que « *le ras-le-bol des usagers gagne toutes les lignes* » alors qu'une semaine à haut risque se profile pour les 2 millions de voyageurs des RER A et B, suite à l'appel à la grève des syndicats CGT, Unsa, SUD et FO.

« *J'ai demandé aux opérateurs de s'assurer du bon fonctionnement du*

*service minimum. On ne peut pas demander aux Franciliens de moins utiliser leurs véhicules et en même temps les priver de transport en commun* », relève-t-elle. Une réunion avec la ministre des Transports Élisabeth

Borne, précédemment présidente de la RATP, est déjà programmée pour janvier. Outre Île-de-France Mobilités, elle rassemblera les opérateurs et entreprises chargées des travaux. † ■

*par Corinne Caillaud [£@corinnecaillaud](mailto:£@corinnecaillaud)*

